



SERVICE DE PRESSE
ET VEILLE

INTERVIEW TELEVISEE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Palais de l'Élysée, le 14 octobre 2020

Mme Anne-Sophie LAPIX

Bonsoir à tous. Bonsoir monsieur le Président.

Le Président de la République

Bonsoir.

Mme Anne-Sophie LAPIX

Bonsoir Gilles.

M. Gilles BOULEAU

Bonsoir Anne-Sophie, bonsoir monsieur le Président.

Bonsoir à tous.

Le Président de la République

Bonsoir à vous.

Mme Anne-Sophie LAPIX

Je précise que nous venons à peine d'enlever nos masques à l'instant et que nous sommes chacun à deux mètres l'un de l'autre, ce qui permet de ne pas prendre de risque de contamination. D'abord, monsieur le Président, 8 mois après l'apparition de l'épidémie en France, les Français sont inquiets, ils sont parfois déboussolés par des injonctions qui semblent contradictoires. Où en sommes-nous aujourd'hui en France ? Est-ce qu'on en est au même niveau qu'à la mi-mars juste avant d'entrer dans le confinement ? Est-ce qu'on a perdu le contrôle de l'épidémie ?

Le Président de la République

Bonsoir. Nous n'avons pas perdu le contrôle.

Nous sommes dans une situation qui est préoccupante et qui justifie que nous ne soyons ni inactifs ni dans la panique. Nous avons appris de la première vague. Notre pays a subi cette vague de plein fouet. Un rapport d'ailleurs vient d'être rendu qui fait l'analyse de ce qu'on a bien fait, moins bien fait et qui a frappé toute l'Europe, le monde entier même. Nous avons eu durant cette première vague 30 000 victimes. Depuis lors 2 000 victimes supplémentaires et en effet, ce virus que nous connaissons maintenant depuis le début de l'année et qui nous frappe depuis 8 mois, revient.

Nous sommes dans ce qu'on a souvent appelé cette deuxième vague. Et ça remonte partout en Europe. Au moment où nous nous parlons, l'Allemagne est en train de prendre aussi des mesures restrictives parce qu'elle a beaucoup de cas. Elle est 15 jours, 3 semaines derrière nous, mais dans une situation préoccupante. L'Espagne, les Pays-Bas sont aussi dans une situation très préoccupante, avec même plus de cas rapportés à leur population que nous, et ont pris ces derniers jours des mesures très restrictives. Donc, le virus repart, recircule très vite partout en Europe et dans notre pays.

Maintenant, je pense qu'il est important, dès le début de notre échange et pour tous nos concitoyens, de dire exactement ce que nous savons de ce virus. On sait qu'il tue. L'OMS le rappelait ce matin 0,6 % des gens qui sont touchés, 32 000 victimes en France. Il tue plutôt les gens qui sont plus âgés. C'est vrai que 90 % des gens qui sont morts de nos concitoyens, qui sont morts de ce virus avaient plus de 65 ans. Il frappe plutôt celles et ceux qui ont aussi d'autres pathologies : un diabète, de l'hypertension, de l'obésité. Mais on peut aussi ne rien avoir de tout cela et en mourir et il frappe de manière très injuste, encore plus dans les milieux les plus précaires, les plus pauvres. Mais une fois que j'ai dit ça : ce virus frappe toutes les catégories d'âge et il y a des formes très sévères à tous les âges.

Au moment où je vous parle, nous y reviendrons, la moitié du nombre de Covid en réanimation ont moins de 65 ans. Au moment où je vous parle, nous avons des centaines de milliers de nos concitoyens qui ont eu ce virus, qui en sont sortis, qui sont en train de l'avoir qui en sortiront, mais qui ont perdu l'odorat, le goût, qui auront des lésions des poumons, parfois des conséquences cardiaques gastriques, d'autres cérébrales que nous ne comprenons pas parfaitement. Donc, ce virus, il est dangereux et grave pour tout le monde.

Maintenant, nous sommes aujourd'hui rentrés dans une phase où, en effet, il nous faut réagir. Nous mesurons chaque jour mieux. On fait entre 1,3 et 1,4 millions de tests par semaine et en ce moment, nous avons 20 000 cas en moyenne par jour de plus, 20 000. Au moment où je vous parle et depuis plusieurs jours, nous avons chaque jour 200 de nos concitoyens qui rentrent en réanimation. Aujourd'hui, 226 et nous avons 32 % de nos services de réanimation qui sont occupés par des concitoyens qui ont le Covid. Ce qui veut dire que nos services de réanimation sont aujourd'hui dans une situation de pression qui n'est pas soutenable et ce qui est important de comprendre et je m'arrêterai là sur ce point, c'est que la différence entre le moment où je vous parle et ce qu'on a fait en mars-avril. C'est que nous avons appris, on sait comment il fonctionne et le virus n'a pas décollé à ce point. Donc nous n'avons pas perdu le contrôle, mais nos urgences, nos services hospitaliers sont dans une situation qui est plus préoccupante qu'alors. Pourquoi ? Parce qu'alors, quand nous avons décidé le confinement, le virus était dans la région Grand-Est et Ile-de-France et comme on a tout fermé, il s'est très peu répandu et nous avons pu, vous vous en souvenez, répartir des centaines de patients et nous avons massivement déprogrammé, c'est-à-dire qu'on a arrêté de faire tout ce qui n'était pas indispensable pendant des semaines et des semaines. Donc, on a libéré des places.

Aujourd'hui, le virus est partout en France, donc il n'y a pas de réserves cachées de lits. Aujourd'hui, nos soignants sont très fatigués, à juste titre parce qu'ils ont été au front pour la première vague, ils ont ensuite dû reprogrammer tous les autres soins durant tout l'été et il y a cette deuxième vague. Et donc, nous n'avons pas de lits en réserve, de lits cachés. Et donc, c'est pour ça que nous devons prendre des mesures plus strictes pour justement reprendre pleinement le contrôle pour reprendre votre formule.

M. Gilles BOULEAU

On reviendra dans un instant sur la situation des lits de réanimation. Les Français ont vécu de longues semaines de confinement. Et face à cette vague qui semble inexorable et qui monte, vous aviez plusieurs options, reconfiner tout le pays, reconfiner comme l'ont fait certains voisins européens, une ville, une agglomération ou instaurer un ou des couvre-feu. Il se dit depuis plusieurs jours que vous avez opté pour cette option-là, le couvre-feu. Est-ce que c'est le cas ?

Le Président de la République

Oui, mais je vais d'abord vous expliquer d'abord pourquoi on agit tous et pourquoi on fait ça. On l'a dit, si on doit réagir, c'est qu'on doit freiner la diffusion du virus. D'abord pour protéger les autres. Parfois, nous-mêmes, ça dépend d'où on parle, mais les plus âgés, les plus vulnérables, les plus précaires. Premier objectif. On doit protéger notre système de santé, nos soignants. Et puis ensuite, je parle pour chacun de nos concitoyens qui nous écoutent ce soir parce qu'on a entendu ces dernières semaines, parfois certains dire : moi, je ne suis pas concerné, ne m'enlevez pas ma liberté. J'ai le droit d'être contaminé.

Ce n'est pas vrai parce que nous sommes une nation de citoyens. On est tous liés les uns les autres. Et donc, même si je ne veux pas être altruiste, freiner le virus, c'est aussi protéger ma santé. Parce que si je ne le freine pas, demain, si j'ai autre chose, ma mère, mon père, ma sœur à autre chose, il n'y aura plus de place pour le soigner. Je protège mon emploi en faisant ça.

Donc ça, c'est notre objectif, et cet objectif, de manière très concrète, c'est freiner le virus, c'est faire que ces 20 000 nouveaux cas par jour, on va devoir les ramener à 3 à 5 000 cas par jour parce que là, on peut maîtriser. C'est que ces 200 entrées en réanimation, on doit aussi fortement les réduire pour au fond, revenir à un niveau de nombre de cas Covid en réanimation, qui est de l'ordre de 10 à 15 % d'honoraire au maximum, parce que là, c'est soutenable. Donc, vous avez très bien dit. Face à ça, il serait disproportionné de reconfiner le pays. Notre objectif, ça doit être de réduire les contacts privés qui sont les contacts les plus dangereux, c'est-à-dire les moments, un peu de relâchement, on va se retrouver avec des gens qui ne sont pas dans notre cellule familiale et où on va, ce qui est souvent des moments de convivialité, il faut bien le dire.

C'est ça qui est cruel dans la gestion de cette maladie, des moments où on risque de s'infecter parce qu'on va être trop proches les uns des autres pendant une certaine durée. Et donc oui, ce qu'on appelle le couvre-feu est une mesure qui est pertinente. On en a vu la pertinence très concrètement en Guyane. C'est ce qu'on a fait en Guyane, ça a permis de ralentir les choses.

Mais le ralentissement des contacts sociaux, c'est ce qui nous a permis d'être efficace en Mayenne. C'est ce qui nous a permis d'être efficace en Guadeloupe, qui a été très durement touché et qui a réussi, qui est en train de réussir à réduire justement la circulation du virus. Donc la décision que nous avons prise, c'est en effet un couvre-feu. Un couvre-feu qui va s'appliquer à la région Ile de France, où le virus circule très activement, et à plusieurs métropoles à 8 métropoles, en plus de la région Île-de-France. Je les cite pour que ce soit clair pour tout le monde. Les métropoles, je dis bien de : Grenoble, Lille, Lyon, Aix-Marseille, Montpellier, Rouen, Saint-Étienne et Toulouse. L'ensemble des élus de ces métropoles ont été appelés. Les préfets mobilisés pour organiser les choses. Ce couvre-feu, il se fera entre 21h00 et 6h00 du matin et il commencera à partir de ce samedi 0h00

Mme Anne-Sophie LAPIX

Et durera combien de temps ?

Le Président de la République

Écoutez, il durera, le Gouvernement est en mesure de le décider pour 4 semaines. Nous irons devant le Parlement pour pouvoir essayer de le prolonger jusqu'au 1er décembre.

L'analyse que nous faisons, c'est que si dans les 6 prochaines semaines, nous arrivons dans ces zones de circulation active, à avoir les mesures qui ont été annoncées ces dernières semaines parce que toutes ces métropoles ont été pour certaines à l'exception de Rouen, qui a une accélération ces derniers jours, ont déjà vu leurs bars être fermés et d'autres lieux déjà subir des contraintes. Si pendant 6 semaines, nous tenons ce couvre-feu, on est collectivement responsable, justement, d'un engagement collectif de réduction de ces contacts, à ce moment-là, nous pensons que nous pourrions progressivement rouvrir. Je suis très prudent parce que l'expérience nous enseigne qu'on ne maîtrise pas tout, qu'on ne sait pas tout dire, mais 6 semaines, c'est le temps qui nous paraît utile. Je veux bien simplement qu'on comprenne l'objectif.

L'objectif, c'est de pouvoir continuer à avoir une vie économique, à fonctionner, à travailler à ce que les écoles, les lycées, les universités soient ouvertes et fonctionnent, à ce que nos concitoyens puissent travailler tout à fait normalement, à ce qu'il puisse y avoir évidemment une vie sociale, mais en réduire les aspérités. Et au fond, ce qu'on veut surtout attraper, si j'ose dire, à travers cette mesure de couvre-feu, c'est tout ce qui a fait progresser le virus dans ces régions. C'est-à-dire les rendez-vous « privés, les party, les anniversaires, les moments de convivialité » où on se retrouvait à 50 et 60, des soirées festives, malheureusement, parce que ce sont des vecteurs d'accélération de ce virus.

M. Gilles BOULEAU

Pour être clair et concret, à 21 heures dans toutes ces villes, ça doit faire 18, 20 millions d'habitants. J'ai fait l'addition approximative : tous les cinémas, tous les théâtres, tous les restaurants, tous les bars seront vides. Tout le monde est chez soi ou sur le chemin du retour vers chez soi.

Le Président de la République

Alors, ils fermeront, en effet, pour cette heure-là. Après, ça dépend. Je pense qu'il faut accompagner de beaucoup de bons sens. Tout cela est d'une gestion très locale, c'est-à-dire qu'évidemment, tous ces établissements devront fermer à 21 heures. Après, ça dépend de votre situation particulière. Si vous habitez à côté du restaurant, vous pouvez sortir à 21 heures et être chez vous. Si vous avez une demi-heure de transport, vous allez vous organiser pour le quitter à 20h30. Et puis après, il y aura aussi des éléments de concertation locale parce qu'on voit bien que les situations sont très différentes. L'organisation de nos vies ne sont pas les mêmes à Grenoble, Rouen, Saint-Etienne ou Paris.

Mme Anne-Sophie LAPIX

Et 21 heures, c'est important parce qu'il y a une conséquence, évidemment, sur les restaurants, sur les bars déjà très affectés par les précédentes mesures, sur les théâtres, sur les salles de spectacles. Est-ce que vous avez prévu de nouveaux dispositifs pour venir en aide à ces commerces ? A ces professions ?

Le Président de la République

Vous avez, d'abord, totalement raison. On va essayer d'aider au maximum, par exemple, les théâtres, les cinémas, à pouvoir avoir des reprogrammations à organiser les choses pour pouvoir y aller un peu plus tôt.

Je le dis parce que dans beaucoup d'établissements, les restaurants, les théâtres, les cinémas, on a conçu collectivement des règles qui font qu'on est très bien protégé, très bien protégé, parce qu'on a réduit le nombre de personnes avec qui on est à tel restaurant, parce qu'on a des protocoles aujourd'hui, sanitaires qui sont très efficaces au cinéma comme au théâtre ou à l'opéra ou autres. Et donc, là-dessus, on va essayer de programmer un peu plus tôt. Il est sûr qu'il y aura des conséquences économiques pour ces secteurs.

Mme Anne-Sophie LAPIX

Il y a des restaurants qui vont fermer.

Le Président de la République

Et donc, de manière très claire, par exemple, à Paris, on sait très bien que si on demande ce couvre-feu à 21 heures, on a même des restaurants qui décideront de fermer. Donc, je vais être très clair pendant six semaines. D'abord, on y reviendra sans doute quand on parlera d'économie. Mais le chômage partiel à plein, c'est-à-dire 100 % pour l'employeur va être réactivé pour tous ces secteurs : hôtellerie, cafés, restaurants, tourisme, événementiel, culture, sport. Donc, 100 %, 84% jusqu'à 4,5 SMIC à 84% du net pour les salariés. Mais on prend en charge à 100 % pour l'employeur. On a donné des délais nouveaux pour les prêts garantis par l'Etat. On peut décaler d'un an le début du remboursement et on l'a échelonné sur cinq ans, avec des taux très préférentiels qui ont été négociés. Et on pourra redemander les tranches supplémentaires auxquelles on a droit. Et puis, dès vendredi, dans chacune de ces métropoles, on va relancer une concertation locale avec tous les métiers qui sont concernés. Et nous allons améliorer la réponse économique avec tous ces professionnels. Je le dis, je pense en particulier à nos restaurateurs. Ils ont fait des efforts extraordinaires. Ils portent l'art de vivre à la française. Et c'est vrai que dans certains endroits, ils auront plus intérêt à fermer ou ils devront fermer parce que leurs charges fixes sont trop importantes.

Mme Anne-Sophie LAPIX

Comment on améliore alors ?

Le Président de la République

Ça veut dire que, très concrètement, on va mettre en place des dispositifs supplémentaires parce que de manière très claire, je ne veux pas que nos indépendants, nos TPE, nos PME ferment, tombent en faillite à cause de ce couvre-feu, comme c'était à cause du confinement. La vie économique fait que dans certains secteurs, on sait les conséquences qu'on a. On le voit aujourd'hui avec certains cas dont on parle à juste titre, beaucoup. Mais nous aurons des dispositifs de soutien supplémentaires, c'est-à-dire qu'on va améliorer l'accompagnement économique de tous ces secteurs dans les métropoles où le couvre-feu est installé. Parce que pour certains, il faudra faire plus que ce que l'on a fait avec le fonds pour les indépendants ou avec les mécanismes que je viens de dire.

Je rajoute un point pour les indépendants. Je le rappelle, on l'a étendu jusqu'à 50 salariés le mécanisme, on prend jusqu'à 60 % du chiffre d'affaires et jusqu'à 10 000 euros. Donc ça, c'est la France entière. On va devoir améliorer ce dispositif dans les métropoles. Aujourd'hui, un restaurateur à Paris qui a des loyers importants, qui a fait tous les efforts pour se conformer, s'il ne s'en sort pas en fermant à 21 heures, on l'accompagnera.

M. Gilles BOULEAU

Je voudrais qu'on revienne très concrètement aux restrictions de libertés individuelles qui vont nous être imposées. Va-t-il y avoir des exemptions, des exceptions ? J'ai compris que je ne pourrai pas me promener à 22h15 sans motif valable, y aura-t-il des attestations comme pendant le confinement ?

Y aura-t-il des applications sur téléphone portable ? Comment ça va se passer ?

Le Président de la République

Oui, exactement, comme cela.

M. Gilles BOULEAU

Et dès samedi matin ?

Le Président de la République

Dès samedi. Donc c'est le travail qui sera fait dans les heures qui viennent.

Gilles BOULEAU

Il va y avoir des attestations dès samedi ?

Le Président de la République

Demain le Premier ministre avec les ministres feront une conférence de presse pour rentrer dans les détails. Mais de manière très simple, je l'ai dit, nous allons continuer à travailler. Notre économie en a besoin, notre société en a besoin, on en a besoin, nos enfants ont besoin de continuer d'être à l'école. Je me félicite que nous ayons été parmi les premiers pays à rouvrir nos classes, qu'on ait réussi la rentrée scolaire et je remercie nos enseignants qui ont fait un travail formidable. On doit continuer ça. On doit continuer de pouvoir aller au travail dans tous les secteurs pour soigner, pour faire tourner notre industrie, nos services et notre pays a besoin de ça. Pour le moral et puis pour financer le reste du modèle. Et donc évidemment pour toutes celles et ceux qui rentrent du travail après 21 heures ou qui travaillent de nuit, qui travaillent plus tard, il y aura une autorisation. Pour celles et ceux qui ont des urgences par exemple sanitaires, il y aura des autorisations. Donc on va définir les cas là aussi je dirais de bon sens qui permettront de circuler. Il n'y aura pas une interdiction de circuler entre 21 heures et 6 heures du matin. Il y aura une stricte limitation aux bonnes raisons. Et cela veut dire par contre qu'on n'ira plus au restaurant, on ne sortira plus du restaurant après 21 heures, qu'on n'ira plus chez des amis, qu'on ira plus faire la fête parce qu'on sait que c'est là qu'on se contamine plus facilement et qu'il faut réduire.

Mme. Anne-Sophie LAPIX

Et qui fera respecter ce couvre-feu ? Est-ce qu'il y aura la police, est-ce qu'il y aura des militaires ?

M. Gilles BOULEAU

Y aura-t-il des contraventions ?

Le Président de la République

Oui. D'abord, il y aura des contrôles et je remercie nos forces de l'ordre de le faire depuis le début. Et il y aura des amendes comme il y en a déjà pour justement beaucoup d'infractions prévues.

Mme. Anne-Sophie LAPIX

Combien ?

Le Président de la République

Ce sera une amende de 135 euros qui est celle qui prévaut, pour aujourd'hui, sur les masques ou les restrictions déjà, quand il y en a qui sont observées. Je le rappelle et je rappelle aussi que en cas de récidive c'est 1 500 euros. Parce qu'il ne faut jamais l'oublier, ça doit être dissuasif.

Mme. Anne-Sophie LAPIX

Mais on va mobiliser tous nos policiers...

Le Président de la République

On va mobiliser de manière proportionnée, et ça aussi ce sera fait localement. Ce que j'attends de chacun d'entre nous, c'est que, comme on l'a fait au moment du confinement, chacun soit conscient des risques et de l'enjeu. Vous savez, au moment du confinement nous avons été l'une des nations qui a le mieux respecté cette décision. Elle était très difficile. Les Français ont été exemplaires parce qu'ils ont compris que c'était pour protéger les plus fragiles et pour protéger nos soignants. Et nous l'avons respecté beaucoup mieux que dans d'autres pays, les chiffres le montrent. Le rapport d'évaluation que j'évoquais le dit très clairement. Et donc ce que j'attends de chacune et chacun d'entre nous, c'est que dans les zones où c'est décidé, on le fait à bon droit parce qu'il y a des chiffres qui sont transparents qu'on partage et qui sont là. On en a besoin et si on ne veut pas devoir prendre dans 15 jours, trois semaines, un mois, des mesures plus dures, il faut le faire et le respecter. Et donc, je crois encore plus à la responsabilité de chaque citoyen. Mais bien évidemment, il y aura des contrôles.

Mme. Anne-Sophie LAPIX

Et pourtant le rapport que vous évoquez il parle aussi d'infantilisation. Il vous reproche une certaine infantilisation. Est-ce que le couvre-feu ce n'est pas aussi cela ?

Le Président de la République

C'est pour ça que nous essayons collectivement de nous améliorer. Je pense que nous devons tous, et je pense qu'on y reviendra pour la France entière et c'est ce qu'on essaie de faire ces dernières semaines, nous sommes tous en quelque sorte les acteurs de cette bataille contre le virus et de notre réussite. Il y a certains endroits, si on veut aller beaucoup plus vite, être plus radicaux, on a besoin de règles communes. Et ça c'est mettre des règles, ce n'est pas infantiliser, c'est juste de dire à des citoyennes et des citoyens responsables, voilà on met des règles parce qu'on a besoin collectivement de s'y fixer. Parce que sinon, on n'agira pas assez fortement. Et je le redis, tous nos voisins le font. Aujourd'hui en Allemagne, il doit y avoir 6 ou 7 000 cas par jour. On est à 20 000. L'Allemagne prend des mesures de ce type aujourd'hui, et on ne parle pas d'infantilisation.

Donc je ne pense pas que nous prenions des mesures qui sont disproportionnées. Je pense qu'on prend des mesures qui sont proportionnées au regard du risque qu'on voit. Après le rapport d'évaluation montre aussi que quand on se compare, la France en mortalité a bien tenu les choses. Parce que si on regarde sur 2-3 ans les comparaisons qu'on a parfois faites entre la France et l'Allemagne ne sont pas si vraies qu'on le dit.

M. Gilles BOULEAU

Encore une question très pratique, il y aura dans ces villes, dans ces agglomérations sous couvre-feu, autant de transports en commun ? Je pourrai prendre un train de Lille à Paris qui arrive à Paris à 22h15 ? Il y aura autant de taxis, autant de VTC ?

Le Président de la République

L'offre de transports en commun sera évidemment mobilisée, comme d'ailleurs nous l'avons fait aussi, même s'il y avait un petit peu de réduction, pendant le confinement, mais elle continuera d'être mobilisée. Il n'y aura pas de restriction des transports, premier point. C'est important parce qu'il y a des gens qui continueront à travailler la nuit ou en soirée ou le matin tôt et parce qu'il doit y avoir des déplacements pour des bonnes raisons.

Ensuite, nous n'avons pas décidé de réduire les déplacements entre les régions. Là aussi, c'est un choix parce que je pense que, comme vous l'avez dit, c'est le choix de ne pas infantiliser mais de responsabiliser. Et donc ça veut dire qu'on n'empêche pas les gens de passer de région à l'autre ou d'ailleurs très concrètement de partir en vacances. Mais on va leur demander de respecter des règles de citoyenneté pendant les semaines et les mois qui viennent.

Mme. Anne-Sophie LAPIX

Ça certains vont avoir du mal à le comprendre parce que ces vacances de la Toussaint c'est le moment des rassemblements familiaux où les plus jeunes vont retrouver sans doute les grands-parents. Est-ce qu'il n'y a pas un danger, justement, à permettre ces vacances, à inciter même à prendre ces vacances de la Toussaint ? C'est ce qu'a fait le secrétaire d'Etat au Tourisme alors qu'on est en pleine crise, alors que certains enfants viendront aussi de régions, de métropoles où, effectivement, l'épidémie est à un très haut niveau.

Le Président de la République

On sait que quand on est dans des espaces qui sont ouverts, on peut prendre l'air. On sait que quand on est justement dans des lieux où on peut sortir, on lutte plus efficacement contre le virus. Donc demander aux gens de rester chez eux dans un appartement et de ne pas aller dans un lieu de vacances, honnêtement, ce serait disproportionné et parfois contre-intuitif.

Mme. Anne-Sophie LAPIX

Donc en fait on va soulager un peu les métropoles en permettant aussi aux citoyens d'aller –

Le Président de la République

C'est un peu ce que l'on avait vécu au début du confinement. Est-ce que pour autant, on a eu du virus qui s'est mis partout ? Non. Par contre, ce qu'on va dire très clairement, ce que je dis ce soir très clairement à nos concitoyens, s'ils vont dans une location, dans leur maison de vacances, c'est de respecter les règles comme s'ils étaient chez eux, c'est-à-dire de continuer à prendre, évidemment, les précautions qu'il va y avoir partout dans la société. Mais surtout si on va se rassembler en famille, et là aussi c'est encore une fois du bon sens, je partage la contrainte avec vous tous et toutes, c'est qu'on ne va pas réglementer tous les comportements. Je ne vais pas dire aux gens on vous empêche de bouger de votre ville, on vous empêche 3 jours avant de partir en vacances. Là vous me diriez « vous infantilisez les gens. » Non.

On dit « vous pouvez partir en vacances parce que ce serait disproportionné de vous empêcher de le faire. » Mais si vous allez en famille, si vous allez avec les grands-parents, si vous allez avec des membres de votre famille qui sont fragiles, il est impératif de respecter les règles d'usage, c'est-à-dire même dans le cadre familial, de mettre vos masques si vous ne venez pas d'être testé et eux non plus, c'est-à-dire de protéger les autres.

Quand on met son masque, on protège les autres. Et donc de mettre vos masques quand vous êtes à moins d'un mètre, de garder au maximum les distances, et les promenades dehors pour s'aérer, c'est une très bonne chose. Avoir des gestes d'affection si je puis dire sans aucune précaution n'est pas adapté à la période que nous vivons.

M. Gilles BOULEAU

Et vous n'allez pas généraliser le port du masque dans des départements, des régions où le virus circule peu ?

Le Président de la République

Si on prend deux pas de recul, on vient de dire ce que nous allons faire, sous réserve de vote du Parlement, dans les 6 semaines à venir, dans les endroits où le virus circule le plus activement.

Et donc c'est ce fameux couvre-feu, avec l'accompagnement économique exceptionnel et le soutien et en continuant à travailler, à vivre. Et je le dis, c'est très important, j'insiste là-dessus, le travail va continuer dans toutes ces métropoles et ces régions. Les associations vont continuer de fonctionner pour s'occuper des plus précaires. Les services publics vont continuer à fonctionner. C'est indispensable. Dans le reste du pays, qu'est-ce qu'on doit faire ?

Nous devons, si je puis dire, nous remobiliser collectivement. Je sais qu'il y a beaucoup d'efforts qui ont été faits par nos concitoyens, mais je veux ici dire les règles qu'on va appliquer partout. Ces règles, ce sont des gestes simples, il faut les garder dans l'enceinte familiale et partout en France. Garder des distances, plus d'un mètre. Évidemment, avec son conjoint, celles et ceux avec qui on vit toute la semaine et en permanence, il y a une proximité qui est là, Mais quand on est avec d'autres membres de la famille, des amis ou autres, garder cette distance d'un mètre. Se laver régulièrement les mains avec le gel hydroalcoolique ou le savon. Porter au maximum un masque, il y a des endroits où c'est obligatoire. Je ne reviens pas sur ces règles. Elles se sont installées maintenant localement. Il ne faut pas les changer. Par contre, au maximum, quand on est à l'intérieur, qu'on ne peut pas respecter ces règles, même dans des réunions privées, il faut mettre au maximum ce masque. C'est une forme de discipline, de réflexe qu'on doit prendre. C'est une recommandation que je fais là, mais si on veut être précautionneux, réduire le risque pour soi et les autres, il vaut mieux le prendre, y compris en famille ou avec des amis.

Quatrième règle là aussi pour tout le monde, France entière : aérer régulièrement. Il faut aérer, les scientifiques nous le disent, dix minutes trois fois par jour, mais aérer de manière régulière. Il y a des protocoles qui sont faits, d'ailleurs dans les écoles comme chez les professionnels de santé. C'est important. Et puis, une dernière règle, je dis ça parce qu'on a regardé ce qui marchait chez nos voisins, chez les autres, cette fameuse règle des six. Au restaurant, on l'a dit, je remercie une fois encore nos restaurateurs, on a dit pas plus de six à table. Au maximum, pour notre vie personnelle, il faut qu'on fasse ça. Si on est une famille de 7, 8, 9, 10, c'est évident, on continue à avoir une vie familiale normale. Là aussi, il faut avoir du bon sens.

M. Gilles BOULEAU

Et pas plus de 6 dans la rue non plus ?

Le Président de la République

On essaie, quand on invite des amis, de ne pas être plus de 6 à table.

M. Gilles BOULEAU

Et pas plus de 6 dans la rue non plus, par groupes d'amis ?

Le Président de la République

On essaye de ne pas se regrouper à plus de 6. Cette règle des 6, qui est une règle de bon sens que chacun peut avoir, il faut essayer de se l'appliquer à soi-même parce que c'est aussi quelque chose qui nous protège et qui va nous aider à freiner, France entière, tout cela. Et donc, vous voyez, partout sur le territoire, ces règles, elles ne relèvent pas... Je rejoins ce que vous disiez et qui est en effet un des enseignements. Ce n'est pas des règles qu'on va mettre dans des décrets, des protocoles partout. C'est des règles dont je voudrais que chaque citoyenne et citoyen se les approprie pleinement parce que ces réflexes sont importants.

Mme. Anne-Sophie LAPIX

Y compris les jeunes ? Je parle des jeunes parce qu'on a l'impression quand même que le couvre-feu vise aussi une population jeune qui sort, qui fait la fête, qui a beaucoup d'interactions. Est-ce que...

Le Président de la République

Oui, c'est dur d'avoir 20 ans en 2020. C'est dur. Donc je ne donnerai jamais de leçon à nos jeunes parce que ce sont ceux qui, honnêtement, vivent un sacrifice terrible, des examens annulés, de l'angoisse pour les formations, de l'angoisse pour trouver un premier job. C'est aussi pour ça qu'on a mis une telle mobilisation, un jeune, une solution.

Je rappelle que nous avons créé des nouvelles formations, on a justement réouvert des places pour que des jeunes puissent rester ou refaire des formations en faculté comme en CFA, comme dans des écoles post-bac. On a développé l'apprentissage massivement en accompagnant les entreprises pour qu'elles puissent leur donner des places en apprentissage, et les chiffres se tiennent à peu près dans cette rentrée, et donc en payant beaucoup plus, en compensant l'employeur pour que les jeunes puissent trouver leur place. Donc on fera tout pour nos jeunes. Mais c'est normal. Quand on est jeune, on fait la fête, on a des amis, et donc je ne culpabiliserai personne. Non, mais je voudrais qu'on comprenne pendant quelques semaines et quelques mois que – je ne leur demande pas d'avoir moins d'amis – on va devoir faire un peu d'efforts, c'est-à-dire se voir moins nombreux en même temps et essayer aussi d'avoir cette règle, de se protéger les uns les autres. Et donc je sais que c'est un effort énorme, mais au fond, le pari que nous faisons maintenant, c'est, je partage avec vous toutes les informations que j'ai, la contrainte. Il y a des zones, ces fameuses métropoles et la région Ile-de-France, ça va tellement vite qu'on a besoin de prendre ce couvre-feu qui va être dur pour le secteur économique et qui est contraignant, je le mesure. Pour le reste du pays, plus chacune et chacun porte ses règles, plus on arrivera ensemble à freiner. Il y a autre chose. Je vais demander aussi dans la France entière à l'ensemble des élus, à nos maires, de nous proposer des plans de prévention, les maires, en associant mieux les citoyens. Ils le font formidablement, ils ont des conseils de citoyens, ils ont créé leur propre structure. On a besoin d'associer pleinement nos citoyens et d'associer nos élus. Les maires doivent aussi être dans cette phase des acteurs de la prévention. Ce sont ceux qui savent le mieux aller chercher nos aînés, aller chercher les associations pour expliquer, porter nos messages, mieux protéger. Voilà ce qu'on va faire après France entière, en continuant à limiter aussi les grands rassemblements et en continuant les règles qu'on a depuis la rentrée.

M. Gilles BOULEAU

Vous-même et vos ministres, vous dites depuis quelques jours, quelques semaines, que la règle, dorénavant, sans qu'on sache jusqu'où cette règle nous mène, c'est le télétravail pour le plus grand nombre possible. A quel étiage ? 50 % du temps, 80 %, 100 % ? Et puis, il y a le privé sur lequel vous n'avez pas le droit directement d'intervenir et la fonction publique. Qu'est-ce que vous dites aux 5 millions et demi de fonctionnaires ? Restez chez vous le plus possible ?

Le Président de la République

Non, je ne vais pas dire ça comme ça. D'abord, travailler, que ce soit en entreprise, dans un service public, dans une collectivité locale ou au service de l'État, dans une association, c'est un collectif. Je pense qu'il faut faire attention. Le télétravail, c'est un outil quand on l'utilise intelligemment, que c'est flexible, que c'est presque individualisé, négocié au plus près, c'est intelligent. Si c'est une règle nationale on réisole les gens. Vous savez, le télétravail, je vais être un peu direct, quand on a une résidence secondaire tout à fait sympathique et qu'on télétravaille, c'est chouette. Quand on a un appartement, que les enfants sont à la maison, qu'on a la promiscuité, ça devient vite très lourd. Et puis, on a besoin d'échanger avec des collègues de travail, donc il faut là aussi du bon sens. On a besoin que les entreprises fonctionnent, elles ont besoin d'avoir de la présence au travail, on a besoin d'avoir des services publics qui soient ouverts, des bureaux de postes qui soient tous ouverts.

M. Gilles BOULEAU

Ils ne vont pas refermer les bureaux de postes...

Le Président de la République

Non pas du tout, pas du tout, pas du tout. On a besoin d'avoir des professeurs qui sont en classe etc. Donc oui, il faut que tout le monde soit présent au maximum. Mais là où c'est possible, quand on est dans un bureau où il n'y a pas d'accès au public, quand on est dans une entreprise où les règles peuvent le faire - dans la mesure du possible, et négocier au plus près du terrain - on va plutôt inciter les gens à faire - pour les emplois où c'est pertinent - 2 à 3 jours de télétravail par semaine. C'est ce que font certains depuis plusieurs semaines. Pourquoi ? Parce que ça réduit un peu la pression collective et la circulation. Mais voilà, il faut du bon sens, mais ce n'est pas la panacée. Il faut aussi que ce soit négocié. Les partenaires sociaux ont raison d'insister là-dessus : négocié dans les branches et au plus près de l'entreprise. Il ne faut jamais oublier que l'on vit ensemble et je pense qu'il faut qu'on réussisse à réduire nos contacts un peu inutiles, parfois nos contacts - pardon de le dire comme ça – mais les plus festifs, mais qu'on continue à avoir une vie sociale, au travail où on sait bien se protéger parce qu'on a maintenant la règle du masque, à l'école, au lycée, à l'université, dans les associations, parce que c'est la vie aussi.

Mme Anne-Sophie LAPIX

On a l'impression que la situation que vous avez décrite et qui nous amène à imposer ce couvre-feu dans les métropoles, elle était prévisible, elle était même prévue. Prévue par les avis du Conseil scientifique en juin, en juillet. Il parlait d'ailleurs de la pression sur ces métropoles, sur le danger que le virus soit plus virulent à la rentrée. Tout ça était prévisible. Et puis, il y a eu l'échec de la politique du dépistage. On a attendu longtemps ces tests, on les a attendus en mai, en juin, en juillet, ça commence à arriver. Et puis après, on n'arrive pas à comprendre comment on a pu prévoir l'amont, c'est-à-dire le test, et pas l'aval, c'est-à-dire pas l'examen de ce test, pas les moyens pour traiter ces tests en moins de deux jours. Parce qu'au-delà de deux jours, c'est de l'argent jeté par les fenêtres.

Le Président de la République

Alors, vous avez raison, on a rencontré des vraies difficultés sur ce sujet. Je crois qu'il faut le dire et les partager. Pourquoi ? Parce qu'on s'était donné des moyens et on a plutôt suivi la trajectoire des moyens qu'on s'était donné. On est aujourd'hui l'un des pays qui teste le plus en Europe.

M. Gilles BOULEAU

Pas forcément le plus efficacement...

Le Président de la République

Mais je vais y revenir. Pourquoi ? Parce que ça, c'est les techniques de tests, mais on fait entre 1,2 et 1,4 million. Quand je regarde ces derniers jours, parce que vous comprenez bien que je le surveille quotidiennement avec les ministres - et je voulais ici vraiment rendre hommage au travail du Gouvernement, à la mobilisation du Premier ministre au ministre de la Santé qui, jour et nuit, fait son maximum avec ses équipes pour faire. Les difficultés qu'on a eues, c'est qu'il y a eu beaucoup de demandes, beaucoup plus qu'on ne le pensait.

Mme Anne-Sophie LAPIX

Parce que c'était gratuit, parce qu'on n'a pas besoin d'ordonnance...

Le Président de la République

Rappelez-vous la polémique qu'on a eue à la rentrée sur les masques, est-ce qu'il fallait que ce soit gratuit ou pas à l'école ? On l'a rendu gratuit pour tous les enfants de familles modestes ou les plus précaires. Des millions. Parce que ce n'était pas gratuit pour tout le monde, on a eu des polémiques. Vous pensez que la solution, c'était de rendre payant le test ? Moi je ne crois pas. J'assume totalement qu'on ait en effet rendu le test gratuit parce qu'on a décidé, nous, en France, qu'il n'y aurait pas de barrière à l'argent. Faut le dire. Et depuis le début de cette crise, c'est ce qu'on a fait. On est l'un des pays qui a le plus accompagné économiquement et socialement notre Nation et je l'assume.

Mme Anne-Sophie LAPIX

Et parce que c'était gratuit, on pouvait anticiper cette vague...

Le Président de la République

Parce que c'était gratuit peut-être, mais moi, je ne crois pas qu'il y ait beaucoup de gens qui à l'excès ait été se faire tester. C'est surtout parce qu'il y avait de l'inquiétude, parce que le virus a circulé. C'est tout. Parce que le virus a circulé entre les générations, et on le voit un peu partout en Europe. Donc, je ne mettrais pas ça sur le compte de la politique de tests. Je dis juste que ce que décrit très bien le rapport, on a en effet eu des délais qui étaient trop longs. Pourquoi ? Parce qu'on n'avait pas l'organisation qui permettait de le faire. Je remercie moi l'ensemble des professionnels de santé publique et privée qui se sont mobilisés. Mais on n'avait pas de grosse centrale de test. On a un réseau qui est en plein de petits points, et donc on avait un système qui n'était pas habitué à avoir une telle pression. Et donc, il y avait de la queue pour obtenir le test, de la queue pour avoir les résultats. Et ça, c'est lié à la technique. Vous entendez beaucoup parler de ce test qu'on appelle « PCR ». En effet, il faut une technique d'analyse.

Alors comment on va répondre à ça ? On va changer les choses et je veux aussi donner une perspective à nos concitoyens. Là, je dis pour 6 semaines, on va faire couvre-feu dans ces métropoles et en région Ile-de-France, et on se remobilise partout dans le pays pour essayer de gagner cette bataille. Ensuite, on doit progressivement aller vers une stratégie qui est partout dans notre pays : tester, alerter, protéger. C'est la clé de la stratégie qu'on doit faire monter en puissance tout le mois de novembre et en décembre, parce que nous en avons jusqu'à l'été 2021 au moins avec ce virus. Tous les scientifiques sont clairs. Et donc, si on ne veut pas faire tout le temps des blocages, redémarrages, il faut qu'on arrive au fond à beaucoup mieux suivre ce virus. C'est pour ça que je vous dis qu'il faut qu'on réussisse à baisser le nombre de contaminations jour plutôt à 3 000 - 5 000 cas qu'à 20 000 comme on est aujourd'hui.

Et donc, premier pilier tester. On a une innovation qui est arrivée ces derniers jours, reconnue par l'Organisation Mondiale de la Santé, la Haute autorité de santé, ce sont ce qu'on appelle ces tests antigéniques. Il va toujours falloir faire ce fameux prélèvement - ou dans le nez ou la bouche - avec ce fameux écouvillon, tout le monde est devenu expert de ce sujet, mais c'est en 15 à 30 minutes qu'on a le résultat. Ça change beaucoup de choses.

On pourra aussi le faire dans les pharmacies, dans différents points. Donc ça, on aura plus de points d'appui, pas simplement dans des laboratoires. Ça, ça va être un vrai changement. Ensuite, on développe des techniques pour analyser beaucoup plus vite, plus de tests ensemble avec le mode PCR, et puis on continue à innover, pas qu'en France, partout dans le monde pour aller vers des autotests où sur la base de votre salive, parfois de votre sang, vous pourrez vous autotester. On est habitué à le faire avec les tests de grossesse ou d'autres tests. Nous allons rentrer dans une stratégie qu'on va déployer là pendant les prochaines semaines, où on va pouvoir réduire encore drastiquement les délais. Dès qu'on a une hésitation, qu'on n'est qu'à contact, qu'on est symptomatique ou qu'on a un doute, on pourra se faire tester. On aura la réponse rapidement.

Deuxième pilier : l'alerte. Quand je suis testé, il faut que je puisse alerter ce qu'on appelle mes cas contacts, les gens avec qui j'ai été exposé à moins d'un mètre, avec qui j'ai dîné, avec qui j'ai passé un long moment, avec qui j'ai été à la cafétéria ou autre.

M. Gilles BOULEAU

Ce que StopCovid n'a jamais permis de faire.

Le Président de la République

Vous avez raison.

M. Gilles BOULEAU

C'est un échec cuisant. Alors, les derniers chiffres nous disent que StopCovid a servi à alerter, à ce jour, 493 personnes.

Le Président de la République

Alors, je ne prendrai pas ce chiffre pour dire que c'est un échec. Ça n'a pas marché. C'est-à-dire, c'est surtout ça a été beaucoup moins téléchargé que tous nos voisins.

M. Gilles BOULEAU

Deux millions et demi de personnes à peu près.

Le Président de la République

Les Britanniques, les Allemands, beaucoup plus de téléchargement. On n'a pas réussi. Mais quand je regarde nos voisins aujourd'hui, et les cas qui ont été identifiés par une telle application, même en Allemagne et en Angleterre, très peu. Personne n'a réussi à faire de l'application un vrai outil d'alerte. Mais nous, à ce stade, on n'a pas réussi à faire de l'application un outil pour les gens. Donc, depuis plusieurs semaines, j'ai demandé aux équipes de complètement reconfigurer les choses. Il faut qu'on ait une nouvelle application. Elle va s'appeler « Tous anti-covid ». Chacun est mobilisé. C'est une application et on a regardé ce qui marchait chez les autres. Apprendre de nos erreurs.

M. Gilles BOULEAU

C'est pour quand ?

Le Président de la République

Le 22 octobre, elle sera présentée. Elle va comme ça monter en charge. Ce sera une application, d'abord, où il y aura des informations. Comment circule le virus là où vous êtes ? Où sont les points pour se faire tester et suivre ? Et suivre un peu vos cas. Donc, il y aura des informations générales, des informations plus particulières et locales, parce que les gens vont plus souvent consulter l'application quand il y a ça, ce que font très bien les Britanniques. Ensuite, on va donner aussi un mode d'emploi. Ça ne sert à rien de l'allumer tout le temps. Beaucoup de gens ont dit : « ça vide ma batterie, je ne suis pas sur le Bluetooth, ça ne marche pas, etc. ». On va donner un mode d'emploi très clair et on va dire aux gens : quand vous allez au restaurant, quand vous allez - dès qu'on pourra les réouvrir dans les zones concernées - au bar, quand vous allez chez des amis, au fond, à chaque fois que je suis dans un moment où je suis exposé à d'autres gens qui ne vont pas avoir de masque, où il y a un élément de risque, on allume justement le « Tous AntiCovid ». On va faire aussi un instrument avec nos restaurateurs, avec l'ensemble des cafetiers, avec les hôtels, avec tous les professionnels, un outil pour mieux alerter, tracer et donc, du coup, pour identifier ces foyers de contamination, les remonter et prévenir.

Et puis, troisième chose, il faut protéger en étant très strict sur les 7 jours d'isolement quand on a le virus, même quand on n'a pas de symptômes et adaptés, justement là-dessus notre réponse. Et donc ça, c'est la stratégie vers laquelle on va mettre beaucoup plus de moyens pour réussir dès qu'on aura moins de cas par jour, à ce qu'il y ait moins de contraintes collectives, mais qu'on suive mieux ce virus et qu'on le maîtrise mieux.

Mme Anne-Sophie LAPIX

L'un des enseignements de cette crise sanitaire, c'est que statistiquement, ce sont les plus défavorisés qui en ont été le plus victimes, des victimes sanitaires, des victimes économiques également. Certaines associations caritatives, le responsable aussi de la CFDT, demandent l'augmentation des minima sociaux, du RSA, et demandent également que les 18-25 ans puissent bénéficier du RSA. Est-ce que vous dites oui ?

Le Président de la République

Alors, on va apporter une réponse à cela, d'ailleurs, comme nous l'avons fait au printemps. D'abord, c'est tout à fait vrai que sur le plan sanitaire, je le disais tout à l'heure, le virus frappe davantage les milieux modestes. Parce qu'on vit dans des appartements plus petits, parce que souvent, on vit entre générations, beaucoup plus que quand on a les moyens d'avoir un appartement dès qu'on est ados ou adultes.

La deuxième chose, c'est que sur le plan économique et social, cette crise, elle est aussi inégalitaire. Pourquoi ? Parce que les emplois qui ont été détruits, ce sont surtout les emplois en CDD et en intérim, c'est-à-dire des plus précaires. C'est aussi pour cela que j'assume la force de la réponse économique que nous avons eue. Le rapport aussi le dit très clairement, nous sommes sans doute le pays d'Europe qui a été le plus fort sur ce sujet, qui a le plus investi, 460 milliards d'euros. Nous allons continuer de le faire, comme je l'ai dit de manière exceptionnelle.

Mais en effet, les plus précaires qui tombent dans la pauvreté, on doit avoir une réponse. Ce que nous allons faire, parce que c'est le dispositif le plus large et le plus efficace, c'est pour les bénéficiaires du RSA et des APL – ce qui touche du coup tous les jeunes, là aussi, très largement, les 18, 25 ans - d'avoir une aide exceptionnelle, là, pendant ces six semaines qui viennent de 150 euros, plus 100 euros par enfant. La même chose que ce que l'on a fait justement au printemps. Ce qui permettra d'aller entre 100 et 450 euros, ce qui est plus qu'une revalorisation. Mais moi, je tiens aussi à une chose, c'est qu'on ne perde pas nos fondamentaux. Nos fondamentaux, c'est la lutte contre la pauvreté par le retour à l'activité et le travail. Plus on augmente de manière unilatérale tous nos minima sociaux, et on ne les rabaisse jamais après, plus on rend difficile le retour à l'activité. C'est ce qu'on a constaté et c'est aussi pour ça que j'assume, il y a quelques mois, d'avoir massivement et historiquement augmenté la prime d'activité au niveau du SMIC de 100 euros par mois. Je préfère cette aide exceptionnelle, massive, comparable à ce que nous avons fait au printemps, plutôt qu'une transformation de nos minima sociaux. Quand on parle de minima sociaux, je veux quand même aussi ici redire que le minimum vieillesse et l'allocation adulte handicapé ont, depuis le début de ce quinquennat, eu une augmentation historique. Près de 100 euros par mois.

M. Gilles BOULEAU

Monsieur le Président, il nous reste juste quelques instants, je vais vous poser une question qui tombe sous le sens, j'imagine, pour de nombreux Français. La description de ce que vous nous faites de l'avenir du virus qui va durer sans doute jusqu'à l'été prochain, de plusieurs villes, 20 millions d'habitants qui vont être un petit peu quand même sous cloche de 21 heures à 6 heures du matin, c'est assez sombre. Est-ce qu'il y a une raison d'espérer qu'on ait 20 ans, 65 ans ou plus ?

Le Président de la République

Il y a énormément de raisons d'espérer si on est lucides, collectifs, unis. Lucides, c'est-à-dire que, moi, je veille à ce que l'information soit transparente et partagée. Je crois qu'on est le premier pays au monde à avoir demandé un rapport d'évaluation de la première phase. Il a été rendu public. Les données sanitaires, on les partage comme les données économiques tout le temps. Je pense qu'il faut, dans le pays des Lumières et de PASTEUR, qu'on arrête d'avoir des espèces de débats permanents sur les faits ou la vérité scientifique. Il y a un conseil scientifique qui joue un rôle essentiel. Il va d'ailleurs être pérennisé, et je remercie ses membres. Mais voilà, on a quelques certitudes. Il faut s'en donner aux faits et pas dire chaque jour : ceci n'est rien, on peut faire comme ça. Donc, si on se base sur les faits, on peut dire : c'est grave, c'est sérieux, mais on se mobilise. La raison d'espérer, je vais vous dire, c'est que nous sommes en train de réapprendre à être pleinement une Nation. C'est-à-dire qu'on s'était progressivement habitué à être une société d'individus libres. Nous sommes une Nation de citoyens solidaires. Nous ne pouvons pas nous en sortir si chacun ne joue pas son rôle, ne met pas sa part. Voilà la clé. Et donc, je le dis très clairement, le message que je suis venu passer ce soir, c'est que j'ai besoin de chacun d'entre vous, que nous avons besoin les uns des autres pour trouver des solutions, pour inventer, pour être citoyen en respectant les règles, pour nous-mêmes et pour les autres, mais surtout pour inventer. On sortira de cela en étant une Nation plus résiliente. On va continuer à surmonter nos défis.

On va continuer à régler la crise climatique et la transition climatique, mais on va aussi - et on est en train de le faire - apprendre à être une Nation plus résiliente qui va produire de l'économie, de la vie, sur son territoire à nouveau. On va reproduire des médicaments, des matériaux nécessaires. Qui réapprend à se protéger et à surmonter cette crise comme les autres. On sortira plus forts parce qu'on sera plus unis. Si j'avais un message à passer à nos concitoyens, c'est ça. Nous avons besoin les uns des autres. On s'en sortira ensemble.

M. Gilles BOULEAU

Voilà, c'était le mot de la fin. Merci beaucoup, Monsieur le Président, de nous avoir reçus.
Anne-Sophie.

Mme Anne-Sophie LAPIX

Merci Gilles

Le Président de la République

Merci à vous. Et nous y arriverons. Nous y arriverons.

M. Gilles BOULEAU

Très bonne soirée à tous.

SERVICE DE PRESSE ET VEILLE DE LA PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE
organisationpresse@elysee.fr — T. +33 (0)1 42 92 83 01